

LA VEILLE DES IDÉES

ÉDITION DU 18 SEPTEMBRE 2020

id avec **Le Canal des Idées**
à rejoindre [ici](#) sur l'application Telegram 



LA RÉPUBLIQUE
En Marche !

1 INSTITUT MONTAIGNE

LE CAPITALISME RESPONSABLE : UNE CHANCE POUR L'EUROPE

Publié en septembre 2020

Le Comité Médecis et l'Institut Montaigne livrent un rapport de 17 recommandations pour un capitalisme responsable en Europe. Partant du constat que le capitalisme financier ne fait pas face aux deux défis majeurs mondiaux - le changement climatique et les divisions sociales - le rapport se focalise sur les besoins des entreprises pour bénéficier de solutions concrètes : des institutions fortes qui permettent de financer des projets durables sur le long terme.

Ce mouvement vers un capitalisme responsable devrait se faire selon trois axes :

1. Favoriser des investissements de long terme en Europe, là où le capitalisme de court terme prévaut aujourd'hui ;
2. Reprendre la main sur l'information comptable, financière et extra-financière, aujourd'hui régulée par des normes majoritairement américaines ;
3. Penser le cadre juridique européen pour accompagner les entreprises européennes et les protéger en favorisant un actionnariat de long terme.

Parmi les 17 recommandations du rapport, on retrouve les propositions phares suivantes :

1. Mobiliser en priorité l'épargne des entreprises et des ménages européens pour le financement des entreprises européennes responsables ;
2. Établir des lignes directrices européennes, relevant d'un même niveau d'exigence, en matière de gouvernance d'entreprise, de rémunération des dirigeants, de politique fiscale et de devoir de diligence ;
3. Étudier la mise en place d'un fonds souverain de retraite européen ;
4. Développer l'Union des Marchés des Capitaux pour l'investissement dans les entreprises responsables à l'échelle européenne ;
5. Augmenter la participation des salariés à l'actionnariat des entreprises ;
6. Définir les termes d'une taxonomie sociale qui complète la taxonomie écologique, en tenant compte des préoccupations sanitaires et sociales ;
7. Conditionner toute aide nationale ou européenne à des exigences ESG assises sur une taxonomie à la fois verte et sociale ;
8. Établir un code de conduite pour les agences de notation extra-financière.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



2 FONDATION JEAN-JAURÈS

LA SANTÉ NUMÉRIQUE DEMAIN : DÉMOCRATIQUE, SUR-MESURE, EXPERTE, PRÉVENTIVE

Publié le 15 septembre 2020

À l'occasion des deux ans de l'entrée de la téléconsultation dans le droit commun des pratiques médicales, la Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec Qare, tente une approche prospective de l'évolution de la e-santé afin de dégager les impacts sur nos vies personnelles et collectives.

Les auteurs de l'étude se sont particulièrement intéressés au phénomène de la télémédecine qui a notamment connu un bond lors des épisodes les plus confinés de la crise du Covid-19. Certaines nouvelles habitudes permettent de dégager des perspectives pour la santé numérique de demain :

- **Une santé plus démocratique** : la télémédecine permet à chacun de bénéficier d'une qualité de soin sans tenir compte de son lieu d'habitation, de son origine sociale ou de sa religion. Les femmes et les hommes, inégaux face aux temps hebdomadaires consacré aux soins, voient les consultations s'insérer beaucoup plus aisément dans un emploi du temps professionnel. Demain, les efforts de développement de la télémédecine devront être concentrés sur les personnes les plus âgées, les plus isolées et les plus précaires.
- **Une santé sur-mesure et personnelle** : la téléconsultation a permis une réduction des déplacements et une meilleure accommodation d'un agenda déjà très chargé. Elle a permis un échange de qualité sans sollicitation intempestives pour les médecins et sans stress pour les patients qui libèrent leur parole, en partie grâce à la perspective de ne pas croiser d'autres patients. Demain, les avancées technologiques permettront de développer la « téléchirurgie » avec une intervention chirurgicale réalisée à distance au moyen d'un robot connecté. La livraison de médicaments se fera par drones, solution efficace par temps de crise sanitaire.
- **Une meilleure expertise** : le partage des techniques et des savoirs permet d'ores et déjà le développement de la télé-expertise, sur le plan national mais également sur le plan international – parmi les grandes innovations, l'impression 3D de tissus et d'organes humains sera plus accessible. Demain, nous disposerons d'une meilleure qualité de soin à des coûts justes et maîtrisés, via notamment ce partage de compétences et des données de suivi des patients.
- **Une culture de la prévention** : même en cas de déplacement professionnel ou de déménagement, le lien avec le médecin peut être maintenu. Demain, la télésurveillance aura permis de créer une culture sanitaire préventive, permise par la collecte de nos données.

La sécurisation de ces données est un enjeu de taille pour la confiance qu'accordent les Français envers l'hôpital public (89% en avril 2020). Cette sécurisation passe par la transformation du patient en acteur souverain de ses informations et c'est le rôle de l'État de les protéger.

La recommandation ultime des auteurs est la création d'un continuum de soins présents et numériques, qui ne verra le jour que sous la préservation d'une compétition saine autour de l'innovation, pour permettre le plus grand nombre d'avancées en termes de santé numérique.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



LE PLAN DE RELANCE QUI N'EN EST PAS UN

Publié le 16 septembre 2020

Charles Wyplosz, Professeur d'économie, revient avec un œil critique sur le plan de relance présenté le 3 septembre 2020.

L'auteur reproche en particulier au Gouvernement un manque de diagnostic qui conduit à un plan d'investissement ne répondant pas à l'urgence du moment.

L'auteur analyse les 3 objectifs détaillés par Jean Castex :

1. Sur la lutte contre le réchauffement climatique, la mise en place des mesures est jugée tardive : filière verte, rénovation, fret ferroviaire, la préparation de ces grands chantiers demande plusieurs années ;
2. Sur le renforcement de la compétitivité, Charles Wyplosz regrette l'augmentation des dépenses publiques comme les subventions ou les baisses d'impôts alors que les maux de la compétitivité en France reposeraient dans l'environnement réglementaire, le poids du secteur public, un système éducatif usé et un système bancaire craintif. Il dénonce par ailleurs l'illusion de la relocalisation et de réindustrialisation ;
3. Derrière le troisième objectif de renouer avec la cohésion sociale et territoriale, le professeur approuve en partie les mesures dévoilées mais regrette encore une fois un déploiement à long-terme selon lui trop tardif.

Pour l'auteur, relancer la demande est illusoire : le virus est encore avec nous pour longtemps et les ménages ne retrouveront pas la confiance pour dépenser – c'est vers la demande publique que la relance aurait dû se tourner. Son doute ultime réside dans le retour à l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette qui pourrait atteindre les 130% du PIB, au niveau grec ou italien : comment le président de la République peut-il promettre de ne pas augmenter les impôts ?

ACCÉDER À LA PUBLICATION



FRACTURES FRANÇAISES EN 2020 : FOCUS SUR LE BLOC SOCIAL-ÉCOLOGISTE

Publié le 14 septembre 2020

Gilles Finchelstein, Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, profite des résultats du baromètre « Fractures françaises » pour se pencher sur la cohérence en termes de valeurs du bloc « social-écologiste », dans la perspective des élections présidentielles de 2022.

Le passage en revue systématique des 94 principales questions offre un enseignement : les sympathisants d'EELV et du PS sont incroyablement proches. Sur 85% des questions, l'écart entre les uns et les autres est inférieur à dix points, et même généralement à cinq points. Les traits suivants caractérisent les sympathisants de ce bloc social-écologiste :

- 1. Mobilisés pour le changement climatique** : ils sont quasi-unanimes à être prêts à « modifier en profondeur leurs mode de vie » ;
- 2. Préoccupés par la question sociale** : ils souhaitent plus de redistribution et ne croient pas à la théorie du ruissellement ;
- 3. À la pointe sur les questions de société** : ils sont plus favorables à la PMA, plus opposés au rétablissement de la peine de mort et ne sont que très peu à considérer que les mouvements féministes « en font trop » en comparaison avec les sympathisants d'autres formations ;
- 4. Exigeants envers le régime démocratique** : ils considèrent très majoritairement que la police fait preuve d'un « usage excessif de la violence » par la police même s'ils sont autant à déclarer que l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée ;
- 5. Européens** : l'appartenance à l'Europe est une bonne chose pour une large majorité, même s'ils sont tout aussi majoritaires à estimer que la mondialisation est « une menace pour la France » et qu'il faut « aller vers plus de protectionnisme » ;

Il y a toutefois deux limites à ce rapprochement idéologique. La première raison est que les sympathisants socialistes sont une minorité à croire à la capacité d'EELV à gouverner le pays. Le deuxième est la hiérarchisation des préoccupations. Pour les écologistes, la protection de l'environnement est la priorité absolue, nettement devant l'avenir du système social et la montée des inégalités sociales, tandis que les socialistes situent les trois préoccupations à peu près au même niveau. Le débat « fin du mois » versus « fin du monde » divise aussi les deux catégories lorsque les écologistes sont prêts à trois quarts à « demander aux Français et aux entreprises des sacrifices financiers » pour l'environnement alors que les socialistes se partagent en deux parts à peu près égales.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



SUR L'EUROPE, AVEC LA COVID-19, LA CHINE TOMBE LE MASQUE

Publié le 7 septembre 2020

La Fondation Robert Schuman publie une note sur les tendances entre coopération, concurrence et confrontation qui ont prévalu entre la Chine et l'Europe aux différents moments de la crise, et s'interroge sur les conséquences de la pandémie sur les dynamiques plus anciennes de cette relation.

Les analystes reviennent dans un premier temps sur les épisodes de la crise sanitaire :

- 1. De l'assistance mutuelle à la diplomatie du masque** : alors que la crise sanitaire prend de l'ampleur en février 2020 dans la province de Hubei, la première réaction de l'Union est de mettre en place une politique d'aide à la Chine, via notamment le déclenchement du mécanisme de protection civile. Lorsque la crise éclate en Europe, les autorités de Pékin décident de l'envoi de matériel en Europe : débute alors la diplomatie du masque. Les envois sont très médiatisés par la Chine, à la différence de l'Union qui n'avait déployé ni plan média ni communication diplomatique dédiée. La médiatisation de cette aide va s'intensifier, jusqu'à créer des tensions entre membres de l'UE reprochant explicitement à l'Union son incapacité de répondre à la crise sanitaire.
- 2. De la diplomatie du masque à celle des loups combattants** : la diplomatie chinoise du masque, qui était un instrument de soft power, va faire place à une diplomatie encore plus agressive. Elle va tenter d'imposer son récit en pointant et en exagérant les difficultés des pays de l'UE à combattre l'épidémie et à résoudre la crise sanitaire. Des tribunes sur le site de l'Ambassade de Chine en France sur de faux abandons de postes avaient provoqué la convocation de l'ambassadeur par le ministre des Affaires étrangères.
- 3. La diplomatie du masque démasquée** : les divers aspects de l'action chinoise montrent des limites. D'une part, une partie du matériel envoyé défectueux a porté atteinte à l'image internationale de la Chine. D'autre part, la diplomatie du masque couplée aux critiques et à la propagande pour noyer les questions légitimes sur la responsabilité et les défaillances du régime communiste chinois dans le développement de l'épidémie et son évolution ont fortement agacé les États et les institutions européens, rendant les efforts de la Chine contre-productifs.

Les auteurs reviennent également sur les erreurs d'appréciation de la situation chinoise qui a conduit les États membres à se faire instrumentaliser par les autorités de Pékin : en utilisant par exemple la politique européenne au service des politiques publiques, les entreprises chinoises bénéficient du soutien des banques et des capitaux d'État sur les marchés à l'exportation. Mais c'est aussi la préférence des Européens pour le pluralisme et la concurrence qui a conduit à l'inclination des acteurs chinois à privilégier les relations bilatérales et à tirer profit des différences entre États membres.

L'Europe ne reste plus les bras croisés : la Commission a publié en juin 2020 un Livre blanc qui propose un ensemble de mesures législatives qui étendront aux entreprises des pays-tiers agissant sur le marché européen la législation européenne sur les aides d'État. Elle va également se doter d'un nouvel outil en appliquant des droits de douane pour des produits subventionnés qui transitent stratégiquement par des zones de coopération commerciales et économiques.

Enfin, quelle peut-être l'influence de l'UE vis-à-vis de la Chine concernant les dossiers géopolitiques : Ouïghours, Hong-Kong, Taïwan, etc. ? Les analystes font un rapprochement entre les agissements du régime communiste chinois et les agissements de la Russie. Bien que les faits soient en effet particulièrement similaires, la réponse / les sanctions sont nettement plus difficiles à définir : d'une part parce que la Chine se situe de l'autre côté du globe et d'autre part parce que le pouvoir chinois a su ancrer des relations bilatérales solides pour anticiper toute tentative de déstabilisation.

ACCÉDER À LA PUBLICATION



■ ÉVÉNEMENTS

25 SEPTEMBRE

IRIS

Les géopolitiques de Nantes 8ème édition

L'IRIS co-organise ce rendez-vous annuel proposant une douzaine de tables rondes en présence d'une soixantaine de conférenciers, pour décrypter les défis stratégiques auxquels le monde est confronté.

S'INSCRIRE



29 SEPTEMBRE

France Stratégie

Regards croisés : mieux comprendre les enjeux emplois et compétences de la transition écologique

Intégrer les préoccupations écologiques dans l'activité économique implique de transformer les emplois, les compétences et les formations - anticiper ces transformations est un enjeu crucial. Un débat à suivre en compagnie entre autres de Dominique Méda, Gilles de Margerie (France Stratégie) et Florence Lefresne (Céreq).

S'INSCRIRE

